

La France est « une République indivisible, laïque, démocratique et sociale » : ce n'est plus vrai !

« La France est une république indivisible, laïque, démocratique et sociale »

Tel est l'article I de notre Constitution.

À bien y regarder, les quatre piliers de cette affirmation sont en voie de fissuration rapide, voire déjà en train de s'écrouler.

L'indivisibilité de la France, ce principe majeur, consolidé au fil des siècles et sauvegardé malgré des secousses qui, parfois, manquèrent de peu de le démolir, est un roc devenu virtuel.. L'émergence, sous nos yeux, d'une provincialisation de l'étranger en plein coeur de notre pays, est l'élément essentiel de ce bouleversement. Les zones de non-droit où règne la terreur des gangs, les quartiers et désormais les villes où quelques assignés à résidence subissent jour après jour la substitution de leur environnement, de leurs manières de vivre, de leurs libertés ordinaires et de leur mémoire, même, par des cultures importées, sont la nouvelle carte de géographie que les écoliers du futur seront conduits à intégrer, de force. Ainsi la France indivisible sauvée à Verdun par l'union sacrée de toutes ses composantes, se morcelle-t-elle jour après jour, abandonnant à des pouvoirs qu'elle ne contrôle plus le soin de régir des populations entières selon des règles écrites ailleurs par des gens qui ne sont pas de chez elle.

Les lecteurs de ce site savent fort bien que le paramètre laïque de cet article I est devenu un paillason sur lequel les religieux d'importation et leurs larbins hexagonaux s'essuient les pieds, allant et venant dès lors que la porte de la maison d'hôte reste ouverte en grand. Rejoignant leurs semblables installés bien au chaud dans la place, ces porteurs de guerre n'ont de cesse, à peine accueillis, de dévaster tout ce qui se trouve à l'intérieur, saccageant le patrimoine humain accumulé au fil du temps, crachant sur les libertés essentielles gagnées au bout de luttes séculaires, gagnant à leur cause mortifère, hélas, tous ceux qui, au lieu de les renvoyer à leurs obscures études, leur ouvrent les bras, illuminés par les pénombres sous lesquelles ils rampent. Là est sans doute le phénomène le plus dévastateur de l'entreprise, cette absurde et cruelle contagiosité qui fait des intelligences les plus fines des éponges à tout absorber, qui transforme les esprits les plus vifs en contemplateurs de désastres, qui, enfin, dessine, à travers les postures, les discours et les écrits, le carcan proprement insupportable d'une probable collaboration avec le pire.

La démocratie est en train d'expirer elle aussi en France. Elle est indissociable du reste et ne peut survivre sans lui. Cette mort annoncée prend le visage de la censure quotidienne, obstinée, pesante, infligée à ceux qui osent se lever pour dire, crier, annoncer et conjurer la catastrophe à venir, par les tenants de pouvoirs en grande panique, qu'ils soient politiques, économiques, associatifs ou, hélas encore, médiatiques. Il y a là une collusion des lâchetés, des compromissions et des renoncements dont seule la période 1940-44, si proche de nous dans le temps, peut fournir le modèle. L'aveuglement, la surdité, la peur de devoir mettre les mains dans ce qui devient une fosse septique à ciel ouvert, sont les armées informes sous la botte desquels la démocratie, piétinée, violentée, asphyxiée, demande désespérément de l'air. Et ce ne sont pas les gesticulations actuelles de quelques dormeurs réveillés en sursaut et criant

aussitôt au loup, qui rassureront les gens suffisamment lucides pour avoir vu, souvent depuis des lustres, arriver les prédateurs.

Quant à la république sociale, la simple association de ces deux mots amusera, pour le moins, une majorité croissante de Français, ceux notamment qui, au contact physique des réalités de la société telle qu'elle est aujourd'hui, contemplent, ahuris, la gabegie tenant lieu ici de solidarité. La petite comédie des statistiques, des chiffres, des bilans et des prospectives sur les coûts de l'immigration, de la délinquance, des trafics et des magouilles, serait simplement plaisante si elle ne recouvrait, à terme, la ruine d'un pays d'ores et déjà incapable de faire face à la désinvolture, aux exigences, aux insolences et aux appétits carnassiers de tous ceux qui lui sucent la moëlle.

En plein tumulte colonial, les pères de la Constitution du 4 Octobre 1958 rêvèrent d'une France régénérée, libre, fière et féconde, en paix avec elle-même et avec les autres. Ils ne sont plus là aujourd'hui et c'est sans doute mieux ainsi, car le spectacle offert par leurs successeurs leur serait insupportable. Un demi-siècle plus tard, leur ombre plane sur une bête blessée qu'assiège la meute et que ronge, de l'intérieur, un mal fait d'anémie, de fièvre, de douleur et de mélancolie. C'est une souffrance profonde, un intense malaise. Pourtant, il faut se dire que rien n'est perdu, à une seule et unique condition : que les quatre piliers de la République soient restaurés, bien droits et dûment défendus, à l'entrée du temple. Les gens sont de plus en plus nombreux à se dire que le jeu en vaut la chandelle et qu'il n'est pas inutile de s'y engager. C'est, je crois, la meilleure nouvelle de ce début d'année.

Alain Dubos